



## **La vision géopolitique de l'Iran**

*Compte-rendu de la conférence de son Excellence l'Ambassadeur de la République islamique (RI) d'Iran, Monsieur Ali Ahani. Organisée par le Club du Millénaire, la conférence a été prononcée le 9 avril 2013, à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille. La discussion a été animée par Monsieur Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) et responsable de l'Observatoire de la Turquie et de son environnement stratégique. Les propos tenus par les intervenants n'engagent pas le Club du Millénaire et ne reflètent pas nécessairement la position de l'association.*

*Notice biographique : M. Ahani a occupé le poste d'Ambassadeur de la RI d'Iran en France de 1988 à 1993, puis celui de Directeur général pour l'Europe de l'Ouest de 1993 à 1998. Il a ensuite assuré les fonctions d'Ambassadeur en Italie jusqu'en 2000, puis de Vice-ministre des Affaires étrangères chargé de l'Europe et de l'Amérique de 2000 à 2004, et d'Ambassadeur auprès de l'Union européenne. M. Ahani retrouve le poste d'Ambassadeur d'Iran en France entre 2006 et 2009, au moment où la question nucléaire marque le début de relations difficiles entre les deux pays. Il occupe ensuite le poste de Vice-ministre des Affaires étrangères jusqu'en 2012, date à laquelle il revient en France comme Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la RI d'Iran.*

## **Introduction du Club du Millénaire**

L'Iran occupe aujourd'hui une place importante dans l'actualité internationale. La question du «nucléaire iranien», selon l'expression consacrée, l'implication de Téhéran dans la guerre qui se déroule actuellement en Syrie, plus largement son affirmation comme puissance régionale constituent autant de dossiers susceptibles d'influer durablement sur les évolutions futures du Moyen-Orient, et au-delà. Sur chacun de ces dossiers, les positions affichées par l'Iran soulèvent un certain nombre de questions, sinon de critiques, au sein des pays occidentaux et ailleurs. L'importance des enjeux posés par la politique étrangère iranienne rend néanmoins indispensable une analyse rigoureuse et distanciée, qui débute par la compréhension des attentes et intérêts de chacune des parties impliquées. C'est dans cette optique que nous avons choisi d'organiser cette rencontre à Sciences Po Lille avec M. Ahani.

## **Présentation de M. Didier Billion (IRIS)**

Les analyses et réflexions sur l'Iran sont essentiellement politiques au vu de la place sensible de ce pays dans les relations internationales. Ce pays est pourtant mal connu et victime *d'a priori* à la fois économiques et politiques. Les polémiques concernant l'Iran touchent, en Europe, à trois thématiques. D'abord la question énergétique qui au vu de l'avidité des marchés européens à se saisir de ces sources d'énergies pour alimenter ses industries fait de l'Iran un pays très convoité. La nature du régime politique iranien pose également question. Dès 1979, la République islamique a été considérée comme l'expression d'une sorte de fanatisme religieux d'un autre âge et assez difficile à décrypter (comme en témoigne le terme d'« islamo-fascisme », déjà utilisé en 1979 et réemployé en 2005 par G.W. Bush). L'utilisation même des termes « République islamique » peut interroger puisqu'elle implique un double référent : républicain (depuis 1979, en moyenne une consultation électorale par an) et religieux. Cette double légitimité est difficile à comprendre et pose débat au sein même de la société iranienne. Les débats sur l'essence du politico-religieux seront probablement essentiels pour les pays arabes et musulmans de la région et l'on peut considérer de ce point de vue que l'Iran possède

une antériorité dans la perception et l'analyse de ces questions. Il semble toutefois que depuis la répression ayant suivi les élections présidentielles de 2009, la machine à réaliser du compromis qu'était la République islamique d'Iran se soit enrayée et il peut paraître nécessaire de créer de nouveaux paradigmes<sup>1</sup>. Par ailleurs, la rupture de 1979 a souvent été mal analysée sur le plan des relations internationales. Cette révolution a, semble-t-il, un aspect plus anti-impérialiste que religieux. Et pourtant, la Révolution, la chute du Shah, ont eu des conséquences énormes sur le plan régional et international (notamment la rupture des relations avec les États-Unis). Cependant, les premiers mois de la République islamique d'Iran, ont été entachés par la prise d'otages à l'ambassade américaine et les attentats au Liban. Par ailleurs, la guerre contre l'Irak (de 1980 à 1988) a laissé des traces aux niveaux humain et politique et peut être une des clés de compréhension du dossier nucléaire actuel. En 1997, l'Iran voit l'arrivée du Président Khatami, qui montre une volonté de se réinsérer dans le jeu international. Mais l'intégration de l'Iran dans l'« axe du mal » et le dossier nucléaire réactivent les crispations, initiant une crise qui va en s'aggravant. On sous-estime la volonté qu'ont eu certains dirigeants iraniens (2003) de tenter de trouver des solutions politiques et diplomatiques à cette crise nucléaire. L'exigence des dirigeants iraniens est d'obtenir des garanties de sécurité puisqu'ils ont en mémoire la funeste guerre Iran-Irak, et la présence de bases américaines ou le voisinage du Pakistan et d'Israël, qui possèdent la bombe nucléaire, ne les inscrit pas dans un environnement sûr. Y a-t-il véritablement une volonté d'expansion de la République islamique d'Iran pour créer ce fameux croissant chiite ? De manière visible, la chute de Saddam Hussein et des Talibans a profité à l'Iran sur le plan politique, mais n'y a-t-il plus aucune velléité expansionniste de la part de ce pays. Les Iraniens veulent aujourd'hui faire valoir leurs intérêts nationaux, ce qui est normal. A mon sens, les bruits de bottes que font courir certains États de la région comme Israël ne sont pas justifiés et peuvent s'avérer très dangereux pour l'équilibre régional.

---

<sup>1</sup> Pour une analyse des conséquences des événements de 2009, voir le cycle d'étude sur l'Iran organisé en 2012 par le Club du Millénaire, notamment « Le rôle des réseaux sociaux dans le "mouvement vert" iranien ».

URL : <http://clubdumillenaire.fr/2012/01/cycle-detude-sur-liran-le-role-des-reseaux-sociaux-dans-le-mouvement-vert-iranien/>

## **Présentation de Son Excellence M. Ali Ahani**

Nous entendons beaucoup parler de la RI d'Iran, mais de telle façon qu'elle incarne un pays irresponsable, brutal, dangereux, qui menace la région et la scène internationale avec son programme nucléaire, ses idéologies (comme par exemple la polémique sur les femmes et l'obligation du port du voile), son soutien au terrorisme, basé sur un État théocratique, ce qui n'est pas imaginable en Occident et particulièrement en France. On ne peut concevoir qu'un État théocratique comme l'Iran puisse respecter les droits de l'Homme, le droit international. Dans cette perspective, la RI d'Iran est considérée comme un pays devant être isolé et avec qui il ne vaut pas la peine de dialoguer. Depuis trente-quatre ans, nous pouvons entendre que le gouvernement sera renversé, que le pays est instable et ne vaut rien. Et cela fait pourtant trente-quatre ans que la RI d'Iran existe, et nous pouvons espérer que nous aurons un jour l'occasion de présenter les réalités de ce pays, faire rencontrer sa société, ses ressources humaines, naturelles, ses talents, aider à faire comprendre sa situation géopolitique unique, au carrefour de l'Est et l'Ouest, ayant un grand poids avec ses mille années de civilisation. Mais la RI d'Iran reste malheureusement la cible d'une diabolisation par certains médias et analystes alors que c'est un pays qui a eu un bilan positif pendant trente-quatre ans. La RI d'Iran est fondée sur un modèle religieux et islamique, basé sur la démocratie réelle, avec plus d'un suffrage universel par an. Toutes les institutions et les autorités iraniennes sont élues directement. Il est possible de présenter un bilan dans les domaines politique, économique, scientifique, et géopolitique. La RI d'Iran s'inscrit dans un environnement sensible et le pays a toujours été touché par les différentes crises qui ont sévi dans la région (Irak, Caucase, Tadjikistan, Koweït, etc.) mais malgré ces circonstances, l'Iran offre une garantie de sécurité.

## Questions – Réponses, par thèmes

### **Relations extérieures de l'Iran sur les plans international et régional**

***- Vous avez évoqué l'Iran comme garantie de sécurité dans la région, quel est votre point de vue sur le rôle stabilisateur qu'il peut jouer dans la région ? Dans quelle mesure l'intervention américaine en Irak a-t-elle déstabilisé la région, et que peut faire l'Iran dans ce contexte ? Comment l'Iran pouvait-il stabiliser un pays comme le Liban ?***

Nous avons essayé, pendant les décennies précédentes, de jouer un rôle calmant et stabilisateur. Nous étions face à l'invasion du Koweït par le régime de Saddam Hussein, un pays qui nous avait imposé huit années de guerre. Pendant cette guerre, les grandes puissances mondiales et les pays arabes de la région – y compris le Koweït, ont soutenu le régime de Saddam Hussein. L'invasion du Koweït aurait pu être une bonne occasion pour la RI d'Iran d'obtenir une vengeance contre le Koweït. Cependant, la RI d'Iran a tenté de jouer un rôle stabilisateur et a accueilli les réfugiés du Koweït. Par ailleurs, pendant les crises dans le Caucase et au Tadjikistan, la RI d'Iran a su montrer sa sagesse et sa logique afin de calmer le jeu. Concernant l'Afghanistan, la RI d'Iran a également joué un rôle important, notamment face au pouvoir des Talibans qui a posé des problèmes à l'Afghanistan et aux pays voisins. A l'époque, les États-Unis, profitant indirectement des informations fournies par la RI d'Iran, ont renversé les Talibans bien que G.W. Bush ait cru gagner le terrain seul et ait nommé la RI d'Iran comme faisant partie de l'« axe du mal ». Concernant l'Irak, la RI d'Iran a été le premier pays de la région à avoir reconnu le processus de démocratie. Après la chute de Saddam Hussein, nous avons été faussement accusés par les autres pays arabes d'avoir fait alliance avec les États-Unis. A l'époque, les pays arabes étaient inquiets concernant le processus démocratique en Irak et que ce pays adopte un gouvernement chiite dominé par la RI d'Iran. Or ceci est une erreur. Il existe certes des liens historiques, traditionnels et religieux avec l'Irak, mais l'Irak reste un pays arabe ayant sa culture et tradition arabe et non perse. Concernant le Liban, la RI d'Iran a cherché à stabiliser ce pays, grâce à de bons contacts et d'excellentes relations avec tous les

groupes libanais et le gouvernement du Liban. La RI d'Iran a aidé à la reconstruction du Liban et nous croyons à la possibilité de revenir au calme dans ce pays, ce qui passera par le respect des droits de toutes les communautés du Liban.

***- Didier Billion : Considérez-vous que l'intervention des États-Unis en 2003 a été un facteur de déstabilisation régionale ?***

Si l'on regarde ce qui s'est passé, nous pouvons voir que la chute de Saddam a joué en faveur de la RI d'Iran. Cependant, depuis la présence des forces américaines, l'Irak a été victime de nombreux attentats terroristes, car les groupes extrémistes de la région, sous prétexte de la présence des États-Unis dans cette zone, y ont commis des attentats. C'est aussi le cas avec l'Afghanistan. De manière générale la RI d'Iran s'oppose à une présence des forces étrangères dans la région.

***- Vous avez parlé du rôle stabilisateur de l'Iran et avez présenté l'Iran comme une « victime » du terrorisme. Que pensez-vous du Hezbollah et du Hamas ?***

Soyons réalistes, qui sont les membres du Hezbollah et du Hamas ? Ils ont leur droit, leur place, dans cette région. Si l'on voulait aboutir à un plan de paix, il fallait s'engager avec ces groupes, on ne pouvait pas les ignorer. Ce sont des groupes de résistances qui tentent de libérer leur territoire. Nous ne pouvons pas les critiquer pour réagir face à des bombardements et toutes sortes de pression. La situation à Gaza est une crise humanitaire et une situation criminelle. Nous ne pouvons pas demander aux victimes d'applaudir leurs attaquants ! Ils réagissent et nous ne pouvons pas les considérer comme terroristes. Il faut faire respecter leurs droits. La RI d'Iran est une victime du terrorisme et pour répondre, nous sommes contre toutes les formes de terrorisme.

***- Au niveau des relations entre l'Iran et Israël, que pensez vous des mots d'Ahmadinejad lui-même, prononcés en 2005 : « ils ont créé un mythe au nom d'Holocauste et***

***le considèrent comme supérieur à Dieu et aux prophètes », mots qui ont été réitérés par Khamenei. Soutenez-vous ces propos ? Ne pensez pas que ce genre de déclarations isole l'Iran ? La même année, Ahmadinejad a dit vouloir anéantir Israël. Pensez-vous que ceci soit compatible avec un discours de dissuasion nucléaire ?***

Le Président Ahmadinejad est souvent critiqué. Ce qui a été mal interprété ici, par certains médias, il faut le corriger. Pour votre information, il y a même eu une déclaration de la part du ministre israélien des renseignements et de l'énergie atomique en 2012 disant que le président iranien n'a jamais prononcé la phrase « Israël doit être rayée de la carte ». En ce qui concerne l'Holocauste, il y a eu un crime effectué en Europe, qu'on ne peut le négliger. Mais ce qui est important c'est de voir que ce soit devenu un tabou en Europe et particulièrement en France, où il est interdit d'en parler, de l'étudier. Comme les autres tragédies du monde, il faut que les écrivains et historiens et analystes soient libres de l'étudier. Ce crime a eu lieu en Europe et a entraîné beaucoup de victimes de toutes nationalités. Ce que nous voulons souligner, c'est la question de savoir pourquoi c'est à présent le peuple palestinien qui doit en payer le coût ? Notre position vis-à-vis du régime sioniste est tout à fait claire depuis la Révolution islamique en Iran : cette politique ne doit pas perdurer. Ce qu'a dit le Président Ahmadinejad, c'est que la politique raciste du régime oppresseur sioniste devrait condamner celui-ci à disparaître.

***-Quelle est la position actuelle de l'Iran dans la reprise des relations avec l'Egypte, et quelle est la position de l'Iran vis-à-vis d'un pays sunnite gouverné par des Frères musulmans ? Quel lien faites-vous avec l'ouverture de la frontière palestinienne ?***

Nos relations avec l'Egypte ont été interrompues après la révolution islamique en Iran. Mais nous pouvons néanmoins observer certains attachements et une volonté populaire de renouer les relations entre les deux pays. Les récentes évolutions en Egypte ont fait évoluer les choses et la RI d'Iran a souhaité reconsidérer ses relations sur la base d'une volonté réciproque, même s'il existe des dissensions en Egypte puisqu'un courant extrémiste sunnite s'oppose au rétablissement des relations. Des extrémistes au sein de la communauté égyptienne ont

souhaité bloquer tout processus, ce qui est regrettable. Nous avons des relations avec tous les pays sunnites car nous croyons que les sunnites comme les chiites sont des musulmans et que, malgré leurs divergences, il faut aller vers l'unification. Malheureusement, il existe des courants extrémistes chez les sunnites et chiites ! Nous sommes contre l'extrémisme dans toutes les religions.

***- La RI d'Iran est-elle inquiète de la situation en Syrie ? Quels scénarii envisage-t-elle ?***

Nous sommes inquiets pour le peuple syrien. Dès le début de la crise, nous avons averti le gouvernement de Bachar el-Assad, en lui disant d'être vigilant et qu'il fallait répondre aux demandes du peuple par des réformes. Bachar el-Assad a été sensible à ces conseils et a entamé des réformes. Mais immédiatement, nous avons pu constater une manipulation de la part de certains pays. Ce que nous cherchons, c'est le calme en Syrie. Nous croyons qu'il faut arrêter cette confrontation sanglante entre les deux parties. Nous demandons donc aux différents pays d'arrêter le soutien militaire et financier à l'opposition et de les encourager à avoir un dialogue national de réconciliation. Il faut préparer le terrain pour des élections légales sous l'hospice des Nations unies, afin que le peuple syrien puisse choisir et décider lui-même. En France, on entend qu'une fois que Bachar el-Assad sera parti ce sera la fin. Pourtant, la majorité du peuple soutient Bachar el-Assad (les Druzes, les alaouites, les chrétiens, les sunnites, et les druzes.). Il ne faut pas rêver mais accepter la situation qui existe. Bachar el-Assad ne partira pas parce qu'il est soutenu par sa population.

***- Une loi américaine interdit à tout citoyen américain d'investir en Iran, souhaitez-vous voir cette loi abolie le plus rapidement possible ? Quelles relations la société civile iranienne entretient-elle avec les États-Unis ?***

Nos relations diplomatiques avec les États-Unis ont été interrompues mais il n'existe pas d'obstacle à des engagements économiques et commerciaux, même si la loi aux États-Unis interdit aux entreprises américaines d'investir en Iran. Ce qui est intéressant c'est qu'ils savent



très bien comment détourner leur loi ! Depuis plusieurs années les États-Unis ont renforcé leurs sanctions et votent des lois contre l'Iran, cependant les entreprises américaines ont augmenté leurs exportations.

***- Que pouvez-vous dire des relations de l'Iran avec l'Amérique du Sud ? Que pouvez-vous dire des relations de l'Iran avec la Turquie et la Chine, ainsi qu'avec la Corée du Nord ? Le programme nucléaire de Pyongyang a-t-il des conséquences sur vos relations ?***

Nous avons de bonnes relations avec les pays d'Amérique Latine, notamment le Venezuela, et les États voisins. Nous avons tenté de développer des relations de toutes sortes, y compris avec l'Argentine. Concernant le Venezuela, il existe des manipulations évidentes de la part des Américains visant à empêcher qu'Hugo Chavez poursuive sa politique anti-impérialiste, qui rencontre un écho certain dans la région. Il y a quelques années, les États-Unis étaient leader de la région, mais ils ont depuis été gênés par la politique du Venezuela et d'autres pays.

Nous sommes voisins de la Turquie, avec qui nous avons une relation historique qui connaît de nouveaux développements. Nos échanges se chiffrent actuellement à plus de vingt milliards d'euros et les sanctions économiques ont contribué à renforcer ces relations. Des divergences politiques existent mais nos deux pays entretiennent des contacts à haut niveau pour échanger des informations et des analyses, afin d'arriver à des points de vues plus proches.

Avec la Chine, nos échanges et contacts se sont multipliés depuis plusieurs années. Nos échanges dépassent les trente milliards d'euros. Les sanctions européennes ont libéré de l'espace pour la Chine et les entreprises asiatiques : nos échanges avec l'Union européenne, qui s'élevaient à 26 milliards d'euros, ont été réduits au tiers de la somme et vont continuer de baisser (avec la France, nous sommes ainsi passés de 3,5 à moins de 1 milliard entre 2011 et 2012). Actuellement, nous avons plus de trois cents milliards de dollars de projets à réaliser.

Nous entretenons également de bonnes relations avec la Corée du Nord, même si nous avons condamné l'essai nucléaire – nous sommes contre les armes nucléaires : nous ne cherchons pas à acquérir l'arme nucléaire, cela ne nous servirait à rien, mais nous insistons sur la technologie du nucléaire civil. Les pays occidentaux nous disent que le nucléaire, même civil, ne servirait à rien, qu'ils fourniraient le combustible, mais nous ne pouvons pas leur faire confiance. Avant la Révolution, les États-Unis se chargeaient de tout : ils avaient construit un réacteur de recherche à Téhéran et garantissaient le combustible (de l'uranium enrichi à 20%) mais celui-ci n'a pas été renouvelé après la Révolution. La RI d'Iran est membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et s'est adressée à elle, qui l'a redirigée vers l'Argentine pour acheter du combustible. Il y a trois ans, nous avons de nouveau dû demander de l'aide à l'AIEA, qui a répondu que la Russie, la France et les États-Unis étaient prêts à négocier avec l'Iran pour lui donner le combustible nécessaire. Les négociations ont débuté mais alors que nous voulions acheter le combustible, ils ont proposé un swap d'uranium et ont demandé que l'Iran leur livre son stock d'uranium enrichi à 3,5 % (à l'époque le volume s'élevait à 1200 kg), pour recevoir, après 2 ans d'attente, 100 kg de combustible enrichi à 20 % pour le réacteur de recherche de Téhéran. Nous avons accepté mais avons averti nos interlocuteurs de ne pas jouer la montre et être sérieux dans les négociations, faute de quoi nous serions obligés de produire nous-mêmes le combustible nécessaire. A l'époque Bernard Kouchner, Ministre français des affaires étrangères, avait annoncé que les Iraniens bluffaient. Quand nous avons constaté que nos interlocuteurs n'étaient pas sérieux, nous avons demandé à nos jeunes experts et scientifiques d'essayer de produire eux-mêmes le combustible, et en moins de 2 ans, nous avons réussi à enrichir l'uranium à 20 % et à produire le combustible nécessaire au fonctionnement du réacteur de recherche de Téhéran qui produit des isotopes médicaux pour les soins des 800 000 cancéreux iraniens.

Je dois ajouter que toutes les installations nucléaires iraniennes sont sous le contrôle de l'Agence. Les caméras de l'Agence surveillent nos installations 24h sur 24. Nous avons accueilli plus de 7500 personnes/jour d'inspection, sans parler de 100 inspections inopinées, sans qu'aucune déviation ou de violation du TNP soit découverte. Aucun autre pays n'a été aussi

coopératif. Par ailleurs, tout l'uranium enrichi qui sort des centrifugeuses est scellé par les inspecteurs de l'agence. L'Iran est l'initiateur d'un Moyen-Orient sans arme nucléaire, même si nous insistons sur cette technologie civile et voulons être indépendants. La RI d'Iran a une volonté d'indépendance en ce qui concerne les combustibles.

**- *Didier Billion : quel est votre position sur l'arrestation de Clothilde Reiss ?***

Je vous rappelle que Clotilde Reiss qui devait se trouver à Ispahan pour enseigner le français, a été découverte et interpellée à Téhéran alors qu'elle se trouvait mêlée aux troubles et manifestations post-électorales et qu'elle préparait et envoyait des reportages journalistiques sans avoir de carte de presse. Alors que l'on tentait de trouver une solution, Bernard Kouchner, ministre français des Affaires étrangères à l'époque, a tout à coup fait une interview disant que les Iraniens avaient pris en otage une jeune fille française, ce qui a fait échouer nos efforts. Finalement après beaucoup d'efforts de notre part, elle a été libérée. D'ailleurs, le lendemain de sa libération le 16 mai 2010, l'ancien sous-directeur de la DGSE, Maurice Dufresse, a divulgué sur la chaîne LCI que Clotilde Reiss travaillait en réalité pour la DGSE et collectait des informations.

**Affaires intérieures et société civile**

**- *Quelle est la position des juifs iraniens face aux relations avec Israël ?***

Les juifs iraniens sont des citoyens de l'Iran, comme tout autre Iranien. De plus, la communauté juive, comme la communauté chrétienne, a certains avantages. Ils ont leur député particulier au Parlement, ayant les mêmes droits de vote que les musulmans, et sont bien respectés. Cette cohabitation entre les juifs et musulmans en Iran date de plusieurs siècles. Après la Révolution iranienne il y a eu certaines inquiétudes de la part de la communauté juive et une partie a tenté de quitter l'Iran pour aller vers Israël. Plusieurs témoignages expliquent

qu'une fois arrivés là-bas ils ont constaté qu'Israël n'était pas un paradis pour eux et que la vie en Iran était finalement meilleure.

***- Que pensez-vous de l'évolution de la situation kurde ?***

La situation des Kurdes en Iran est différente de celle en Turquie. Après la Révolution, nous avons fait attention à respecter l'identité kurde (droit d'utiliser leur langue, d'exprimer leur culture, d'avoir accès à une éducation etc.). Nous avons même essayé d'avoir des dirigeants kurdes dans les régions kurdes. Après la chute de Saddam Hussein, à Téhéran, j'ai rencontré mon homologue britannique qui m'a posé cette question « *quel est votre avis pour essayer de préparer le terrain afin que les Kurdes en Irak puissent avoir une certaine autonomie et une indépendance ?* ». Je lui ai répondu que c'était une erreur stratégique d'aller dans ce sens car c'est le moyen de sensibiliser les sunnites en Irak et créer des problèmes dans les pays voisins qui connaissent la même situation. Il faut au contraire convaincre les Kurdes en Irak d'avoir une vision plus nationale et les encourager à s'intégrer dans le gouvernement central irakien et à gouverner le pays ensemble plutôt que de les isoler dans une province.

***- Avez-vous connaissance du projet de créer un « Internet iranien », propre à l'Iran, l'Internet dit « Hallal » ? Il y avait une rumeur concernant la création d'un Internet créé avec la Chine et la Russie : qu'en est-il du projet ?***

Dans l'état actuel des choses, 40 millions d'Iraniens ont accès à l'Internet international. Ce n'est pas du tout à l'ordre du jour d'interdire l'accès à l'Internet international, mais vous êtes au courant que l'Iran a été la cible de cyber-attaques sérieuses de la part des Américains et des Israéliens, ce qui a attiré l'attention des dirigeants iraniens. Il faut réfléchir à des moyens pour protéger la sécurité du réseau Internet, surtout en ce qui concerne les réseaux gouvernementaux, les réseaux d'administration publique, etc. Nous avons une loi parlementaire pour préparer le terrain, afin que 60 % de la population ait un accès garanti à Internet pour 2015. Pour cela, il faut créer un programme iranien. Par ailleurs, nous avons également la

volonté de développer la protection de nos données et garantir un accès à Internet à moindre coût. En outre, la RI d'Iran a été plusieurs fois victime de menaces de la part des États-Unis, souhaitant interdire certains services Internet de l'Iran. Nous travaillons sur ce projet et ça avance, sans pour autant avoir pour but d'écarter l'Internet international.

***- Des élections arrivent en Iran en juin prochain : J'aimerais avoir votre appréciation sur les rapports de forces en termes de synergies politiques (que veut la société ?) et votre sentiment sur ces élections. Concernant la liberté de travail pour les chercheurs et les écrivains, comment expliquez-vous la position de l'Iran vis-à-vis de Salman Rushdie ?***

Concernant les élections, nous pouvons observer à ce stade plusieurs courants politiques qui ont annoncé leur position et souhaitent présenter des candidats. Nous tentons de préparer le champ pour que tous les courants politiques puissent avoir la chance de présenter leurs candidats. Nous faisons tout pour qu'il y ait une participation importante et pour éviter les troubles de 2009. Concernant les dernières élections nous avons deux candidats importants finaux, M. Ahmadinejad et M. Moussavi. M. Moussavi a malheureusement été influencé par certains conseillers et a reçu certaines données qui n'étaient pas conformes à la réalité. L'ancien Ambassadeur de France en Iran était présent à un dîner auquel j'étais et a évoqué un point intéressant : l'Ambassade française est située au centre de Téhéran. Entre le Sud (populaire) et le Nord (plus aisé) nous avons des différences de point de vue et des analyses variées concernant les élections. Les sondages dans les petites villes et les villages étaient très différents de ce qu'on entendait au Nord de Téhéran. Ce n'est pas une question de jeu avec les votes car le système électoral est rigide et il n'est pas possible de jouer avec les votes des citoyens, mais il existe malheureusement une manipulation de la part de l'étranger qui, *in fine*, cherche toujours la déstabilisation de l'Iran. Même dans le cadre de l'administration Obama, on attribue chaque année un budget aux différentes oppositions iraniennes. La RI d'Iran est toujours critiquée à propos des droits de l'Homme, pour autant il est plus rare d'entendre ce genre de critiques à propos de certains pays dans la région, qui connaissent des situations pires mais sont alliés aux États-Unis ou à l'Europe. Cette discrimination est dommage.

Concernant la liberté d'expression, nous sommes tout à fait en faveur de ce principe mais nous croyons que celle-ci n'est pas un permis pour insulter une religion.

***- Des milliers d'Iraniens de religion bahaïste sont en train de s'exiler en Turquie car leur religion n'est pas reconnue par l'Iran. Qu'en pensez-vous ?***

***- Concernant la peine de mort, les organisations non gouvernementales occidentales dénoncent l'Iran comme étant le 2<sup>ème</sup> pays du monde en nombre d'exécutions. Pensez vous que la peine de mort soit amenée à perdurer en Iran ? Que pensez-vous des événements récents en Iran et de la peine de mort pour les homosexuels ? N'y a-t-il pas un décalage croissant entre la jeunesse iranienne et le pouvoir ?***

La Constitution iranienne stipule que certaines religions sont reconnues et ont des droits légitimes. Dans ce sens, nous avons beaucoup de synagogues et d'églises qui continuent de suivre leurs affaires religieuses sans aucune difficulté. Concernant les bahaïstes en Iran, ce n'est pas reconnu comme une religion mais comme un élément politique ce qui par ailleurs ne les empêche pas de vivre en tant que citoyens iraniens. La peine de mort existe dans notre loi, mais il faut garder à l'esprit la position géographique de l'Iran, qui est placé au carrefour des routes d'acheminement de la drogue. La RI d'Iran a beaucoup investi dans la lutte contre le trafic de drogue. C'est d'ailleurs l'un des pays qui saisit le plus de drogue transitant vers l'Europe. La sévérité de l'Iran s'explique car les trafiquants distribuent des drogues à prix bas, ce qui a posé de grandes difficultés sociales et familiales. La plupart des exécutions concernent des gens mêlés à des affaires des drogues. Serait-il préférable de ne pas agir ? Par ailleurs, la loi islamique reconnaît la loi du Talion. Si une personne en tue une autre, la famille de la victime a le droit de réclamer vengeance. Dans ce genre de cas, et à propos de l'exécution en général, nous avons essayé de créer plusieurs filtres pour éviter des erreurs et reporter le plus possible l'exécution. Mais si une famille de victime insiste sur le Talion, on ne peut rien faire. Le gouvernement et le pouvoir judiciaire ne peuvent qu'encourager – y compris en payant – la grâce. Mais si cela ne fonctionne pas, nous avons l'obligation de suivre la loi en vigueur.

Concernant les homosexuels, ils n'ont pas été exécutés pour leur homosexualité, mais pour le viol de quelqu'un d'autre. Les Iraniens ont une culture différente de la vôtre. En France est actuellement discutée une loi pour le mariage des homosexuels. Mais il faut respecter la diversité culturelle de chacun.

La nouvelle génération a des revendications, une mentalité et des pensées propres. Il faut gérer et tenter de répondre à leurs attentes. Nous allons dans ce sens. Evidemment nous ne pouvons pas dire que notre système soit irréprochable, comme d'ailleurs dans les autres pays. Mais nous concilions au mieux notre culture, nos traditions et les attentes de la population. Il faut faire attention à ces différences. On ne peut attendre qu'un modèle européen soit appliqué partout. Dans certains pays européens, la démocratie est exercée depuis plusieurs siècles et il faut donner le temps aux autres pays de faire leur expérience.

**Rédaction : Lara Deger, Elise Mellon**